



STATUTAIR CONGRES STATUTAIRE



Motion d'Actualité de la FGTB Bruxelles

Bruxelles face à l'austérité : défendre les droits sociaux et les solidarités, protéger les services publics et collectifs

■ Contexte

Une situation sociale qui continue de se dégrader

Lors de son Congrès de 2022, la FGTB Bruxelles avait placé la lutte contre les précarités au cœur de ses résolutions de perspective 2022-2026. Ces résolutions s'appuyaient notamment sur les constats dressés dans notre Baromètre socio-économique consacré à Bruxelles après la crise sanitaire.

Nous y mettions déjà en évidence une dégradation continue des conditions de travail et de vie à Bruxelles : flexibilisation accrue du travail, multiplication des emplois précaires, mise en concurrence généralisée des travailleurs, dumping social, difficultés croissantes d'accès au logement, aux soins de santé, à la mobilité ou encore à l'enseignement.

Les inégalités sur le marché du travail continuaient également de frapper particulièrement les femmes, les jeunes, les travailleurs d'origine étrangère et de nombreuses catégories de travailleurs bruxellois.

Depuis lors, loin de s'améliorer, la situation sociale s'est encore aggravée.

Cette aggravation de la situation sociale s'inscrit dans le cadre de la désindustrialisation croissante de Bruxelles, combinée à des fermetures successives d'entreprises et d'enseignes de grande distribution, avec à la clé des milliers d'emplois menacés ou supprimés.

Des restructurations comme celles d'Audi Forest, de Sicli ou de Lunch Garden mais aussi les difficultés rencontrées dans de nombreux secteurs industriels, logistiques, commerciaux ou de services, fragilisent durablement l'emploi bruxellois et accentuent les risques de précarisation d'une partie croissante du monde du travail.

Durant toute cette période, les résolutions de Congrès ont constitué pour la FGTB Bruxelles un cadre clair pour orienter ses actions et défendre ses revendications dans les instances de concertation et de négociation, dans ses interventions publiques et médiatiques, ainsi que dans les mobilisations sociales et syndicales.

À travers son mémorandum adopté avant les élections régionales et communautaires de juin 2024, la FGTB Bruxelles avait également rappelé la nécessité de politiques publiques garantissant un développement économique et social juste, solidaire et durable pour Bruxelles, ses habitants, et l'ensemble des personnes qui y travaillent.

Un basculement politique inquiétant

Les élections de juin 2024 ont marqué un tournant politique et idéologique majeur dans notre pays avec le renforcement des forces conservatrices et de droite radicale.

À tous les niveaux de pouvoir, à l'exception notable de la Région bruxelloise, des gouvernements reposant principalement sur des partis de droite se sont rapidement constitués.

Le Gouvernement fédéral Arizona mène aujourd'hui une offensive sociale d'une ampleur inédite contre notre modèle social, notre sécurité sociale, le droit du travail, les services publics et les mécanismes de solidarité collective.

Sous couvert d'assainissement budgétaire et de compétitivité, ces politiques font payer la crise au monde du travail pendant que les grandes fortunes et les grandes entreprises restent largement préservées.

Parmi les principales attaques menées par le Gouvernement Arizona figurent notamment :

- les exclusions massives du droit aux allocations de chômage ;
- les attaques contre les pensions, en particulier celles des femmes et des fonctionnaires ;
- le maintien du blocage salarial via la Loi de 1996 ;
- les menaces répétées contre l'indexation automatique des salaires ;
- la flexibilisation accrue du travail ;
- les attaques contre les services publics et le secteur non-marchand ;
- les restrictions budgétaires dans les soins de santé et les politiques sociales.

Ces politiques frappent particulièrement les femmes, qui restent les premières victimes de la précarité, des temps partiels imposés, de la flexibilisation du travail et des inégalités salariales et de pension.

Bruxelles particulièrement touchée

Certaines mesures du Gouvernement Arizona frappent tout particulièrement Bruxelles.

La limitation dans le temps des allocations de chômage constitue à cet égard une attaque sociale et politique majeure contre les travailleurs et travailleuses bruxellois-es.

En 2026, près de 45.000 personnes seront exclues du chômage dans notre Région, dont plus de 20.000 affilié-es de la FGTB Bruxelles. Dans certaines communes bruxelloises, plus de 4 % de la population sera directement touchée.

Cette réforme aura des conséquences sociales extrêmement lourdes :

- augmentation de la pauvreté et de la précarité ;
- aggravation des difficultés de logement ;
- pression accrue sur les CPAS ;
- endettement des ménages ;

- dégradation de la santé physique et mentale ;
- augmentation des violences sociales et familiales ;
- renforcement des inégalités.

Elle constitue également une attaque directe contre l'ensemble du monde du travail. En fragilisant les droits des travailleurs sans emploi, c'est l'ensemble des conditions de travail et des salaires qui sont mis sous pression.

Dans cette même logique, le Gouvernement Arizona poursuit une politique de dérégulation et de flexibilisation accrue du marché du travail : annualisation du temps de travail, extension des flexi-jobs, limitation de la durée des préavis, élargissement du travail de nuit et du travail étudiant, remise en cause du temps partiel minimum, introduction de l'intérim à durée indéterminée ou encore nouvelle définition de l'emploi « convenable » qui permettra bientôt d'imposer à des demandeurs d'emploi des emplois rémunérés jusqu'à 20 % en dessous de leur précédente rémunération.

Le véritable objectif de ces politiques est clair : accroître la pression sur les travailleurs au nom de la compétitivité et des profits.

Ces politiques frappent d'autant plus durement Bruxelles que notre Région reste marquée par des inégalités sociales profondes et des discriminations massives sur le marché du travail. Des milliers de travailleuses et travailleurs bruxellois continuent d'être écartés de l'emploi en raison de leur origine, de leur âge, de leur sexe ou encore de leur lieu d'habitation. Dans ce contexte, exclure massivement des personnes du chômage revient à sanctionner les victimes d'un marché du travail profondément inégalitaire.

Dans le même temps, les aides massives accordées aux entreprises continuent à croître sans véritables contreparties sociales. Chaque année, des dizaines de milliards d'euros d'argent public sont consacrés aux aides aux entreprises alors que le coût des allocations de chômage reste très inférieur.

Au-delà des conséquences sociales directes des réformes fédérales, plusieurs choix budgétaires du Gouvernement Arizona touchent également directement Bruxelles dans sa fonction de capitale.

C'est notamment le cas :

- de la réduction de 30 % du budget fédéral de Beliris, soit 125 millions d'euros en moins sur cinq ans, au détriment de projets essentiels en matière de logement, de mobilité ou encore de pôles emploi-formation ;
- de l'abandon ou du report de plusieurs investissements structurants et symboliques pour Bruxelles, comme la rénovation du parc du Cinquantenaire prévue dans le cadre des 200 ans de la Belgique ;
- des économies touchant des secteurs fortement présents à Bruxelles, notamment la culture, certaines institutions fédérales implantées dans notre ville ou encore à un moment, l'idée de remettre en cause le statut des artistes.

Ces décisions participent d'une remise en cause progressive du rôle et du financement de Bruxelles comme capitale du pays.

Cette réforme constitue enfin une remise en cause déguisée du financement des Régions et de la fonction de capitale de Bruxelles.

Une crise politique bruxelloise aux conséquences graves

Si Bruxelles a évité un basculement à droite et que les partis de gauche y sont restés majoritaires lors des élections de juin 2024, la Région a néanmoins été plongée pendant plus de 600 jours dans une crise politique particulièrement grave.

Cette paralysie politique et institutionnelle a eu des conséquences extrêmement concrètes pour les Bruxelloises et les Bruxellois : gestion de la Région en affaires courantes, budgets sous douzièmes provisoires, gel des recrutements dans la fonction publique, reports d'investissements, retards dans de nombreuses politiques publiques et austérité de fait dans les services publics et le non-marchand.

Mais au-delà des blocages politiques et institutionnels, cette absence prolongée de gouvernement a créé une instabilité politique dont les conséquences sociales et économiques se sont lourdement fait sentir sur le terrain : incertitudes budgétaires, décisions reportées, services fragilisés, travailleurs et travailleuses mis sous pression, emplois menacés ou supprimés.

Les services publics, les CPAS, les hôpitaux, les secteurs de la petite enfance, du handicap, de la santé mentale, de l'insertion socioprofessionnelle, du logement ainsi que le secteur associatif et le non-marchand ont été directement et durablement fragilisés. Cette situation est encore aggravée par les politiques d'austérité menées par les gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles et flamand, dont les conséquences touchent durement Bruxelles, ses services publics, ses travailleurs et travailleuses ainsi que ses habitants. Les projets économiques et industriels (par ex. réhabilitation du site d'Audi) ont également fait les frais de l'absence de gouvernement pendant 600 jours.

Dans les services publics, les départs ne sont plus remplacés en raison du moratoire sur les recrutements. Les budgets de fonctionnement ne suivent plus l'évolution des besoins et plusieurs investissements sont reportés, avec des conséquences directes sur les conditions de travail du personnel et sur la qualité des services rendus à la population.

Dans le secteur non-marchand et associatif, de nombreuses structures font face à des retards de financement, à des menaces de coupes budgétaires et à une austérité à bas bruit, mais aux conséquences bien réelles, comme de nombreuses restructurations avec pertes d'emplois qui fragilise des missions pourtant essentielles, et met en danger la pérennité même de certaines associations et services.

Dans le secteur privé, de nombreux secteurs d'activité et entreprises ont aussi été impactés négativement par l'absence de gouvernement de plein exercice : pas de véritable plan de redéploiement économique, de politiques de relance industrielle, report ou arrêt d'investissements publics et de mesures de soutien aux acteurs économiques...

Pour les Bruxelloises et les Bruxellois, les conséquences sont immédiates : dégradation des services, allongement des délais, diminution des accompagnements, précarité accrue et insécurité sociale renforcée.

Les mobilisations citoyennes et syndicales de ces derniers mois, notamment celle du 23 janvier 2026 portée par le secteur social-santé, ont rappelé que cette crise politique n'a rien d'abstrait. Elle affecte directement le terrain, fragilise l'accès effectif aux droits et complique chaque jour davantage l'accompagnement des personnes et certainement les plus précarisées.

La FGTB Bruxelles mobilisée sur tous les fronts

Face à cette crise, la FGTB Bruxelles n'est pas restée inactive. Bien au contraire.

Elle a engagé toutes ses forces dans la bataille sur deux fronts : d'une part en menant l'opposition sociale et syndicale aux politiques antisociales du Gouvernement Arizona dans les mobilisations, les actions et les manifestations ; d'autre part en poursuivant un important travail politique, syndical et technique au sein des instances bruxelloises afin de défendre des alternatives sociales et progressistes pour Bruxelles.

Dès septembre 2024, à la suite des élections, la FGTB Bruxelles a adopté en BIR ses lignes rouges concernant les nouvelles majorités gouvernementales. Elle y réaffirmait notamment :

- son refus de toute nouvelle réforme de l'État ;
- son opposition aux politiques d'austérité ;
- la nécessité de préserver le pouvoir d'achat ;
- le respect de la concertation sociale ;
- la conditionnalité des aides aux entreprises ;
- la lutte contre le dumping social et la fraude sociale ;
- la défense d'emplois de qualité ;
- l'accès au logement et aux soins de santé pour toutes et tous.

Ces lignes rouges reposaient déjà sur le constat du basculement à droite des politiques publiques et sur les dangers majeurs que ces orientations faisaient peser sur les solidarités collectives, les services publics, les travailleurs et les habitants de Bruxelles.

Dans un contexte de blocage politique inédit, la FGTB Bruxelles a multiplié les interpellations publiques afin d'exiger la constitution d'un gouvernement régional capable de répondre à l'urgence sociale et aux conséquences des réformes fédérales.

Elle a notamment :

- soutenu l'appel du 1er mai 2025 en faveur d'une majorité progressiste à Bruxelles
- relayé à plusieurs reprises, notamment les 21 janvier et 6 février 2026 en front commun syndical, la colère et l'inquiétude des travailleuses et travailleurs bruxellois face à l'impasse politique
- rappelé qu'un gouvernement bruxellois était indispensable pour protéger les services publics, le non-marchand, les travailleurs et les habitants de Bruxelles face aux politiques fédérales d'austérité
- affirmé qu'il ne pouvait cependant pas être question d'un gouvernement « à n'importe quel prix », au détriment des besoins sociaux et des travailleurs bruxellois.

Parallèlement à ces mobilisations et interpellations publiques, la FGTB Bruxelles a poursuivi son travail d'intervention et d'orientation dans les instances bruxelloises afin d'anticiper les conséquences sociales des réformes fédérales et de défendre des alternatives concrètes pour Bruxelles.

La FGTB Bruxelles s'est particulièrement investie dans les travaux menés au sein de Brupartners afin de faire émerger dix priorités urgentes qui, malgré le contexte d'affaires courantes et de paralysie institutionnelle, devaient impérativement être mises en œuvre à très court terme pour protéger les travailleurs et travailleuses bruxellois-es des conséquences sociales des réformes fédérales.

Ces priorités visaient notamment à anticiper les conséquences des exclusions du chômage, protéger les services publics et le secteur non-marchand, soutenir les politiques d'emploi et de formation, préserver les capacités d'investissement régionales et empêcher que Bruxelles ne bascule dans une austérité sociale généralisée faute de décisions politiques.

Elle a également mené un important travail d'interpellation et d'orientation politique au sein des organes de gestion d'Actiris, de Bruxelles Formation et auprès des CPAS afin d'anticiper les conséquences sociales de la réforme fédérale du chômage et de défendre la mise en place d'un véritable plan d'action régional.

À travers ces interventions, la FGTB Bruxelles a constamment défendu :

- le renforcement des politiques publiques d'emploi et de formation ;
- le refinancement des services publics et du non-marchand ;
- la protection des travailleurs et travailleuses les plus fragilisés ;
- une plus grande responsabilisation des employeurs ;
- la lutte contre les discriminations et le dumping social ;
- ainsi qu'une réponse coordonnée et solidaire à la crise sociale qui frappe Bruxelles.

Un accord de majorité bruxellois sous le signe de l'austérité

Après 613 jours de crise politique, un Gouvernement bruxellois s'est finalement constitué en février 2026.

La FGTB Bruxelles a procédé à une analyse de l'accord de majorité et de la Déclaration de politique régionale. Et ce que montrent nos analyses est extrêmement préoccupant : le nouveau Gouvernement bruxellois s'inscrit dans une trajectoire budgétaire clairement marquée par l'austérité.

Le retour à l'équilibre budgétaire est annoncé pour 2029, soit dans un délai de quatre ans seulement. Il s'agit de l'objectif de retour à l'équilibre le plus rapide et le plus ambitieux parmi l'ensemble des entités du pays.

Si la FGTB Bruxelles ne conteste pas la nécessité d'une trajectoire budgétaire sérieuse afin d'éviter une explosion des charges d'intérêt et préserver les capacités d'investissement public de la Région, elle refuse que l'austérité devienne la réponse apportée aux difficultés budgétaires bruxelloises.

Un retour à l'équilibre aussi rapide n'est ni nécessaire ni soutenable socialement. Il pose en outre une question fondamentale : qui paiera l'effort budgétaire ?

Or, la Déclaration de Politique Régionale (DPR) reste extrêmement faible sur les nouvelles recettes budgétaires et sur la contribution des épaules les plus larges au refinancement régional.

Tout indique aujourd'hui que les efforts pèseront d'abord sur les travailleurs et travailleuses, la fonction publique, le tissu associatif, le secteur non-marchand, les services publics et les ménages bruxellois, tandis que les grandes entreprises, les promoteurs immobiliers et les acteurs économiques les plus puissants apparaissent largement préservés.

Une attaque majeure contre la fonction publique bruxelloise

La fonction publique régionale apparaît aujourd'hui comme l'une des principales variables d'ajustement budgétaire du nouveau Gouvernement.

Sur près d'un milliard d'euros d'économies annoncées d'ici 2029, plus de 555 millions pèseraient directement sur la seule fonction publique régionale, soit environ 60 % des efforts de réduction des dépenses.

Ces économies passeraient notamment par un moratoire sur les recrutements, la réduction des dépenses de fonctionnement, le plafonnement des barèmes, la rationalisation des primes et avantages, des politiques dites de lutte contre l'absentéisme ainsi que par des restructurations administratives de grande ampleur.

Le Gouvernement - sous l'égide du Ministre de la Fonction publique et des Finances Dirk de Smedt (Anders) - prévoit en effet une vaste réorganisation de l'appareil administratif régional autour de quatre grands piliers.

Cette rationalisation devrait être menée dans des délais extrêmement rapides, avec de premières mesures attendues dès 2026.

Pour la FGTB Bruxelles, une telle réforme menée dans la précipitation fait peser des risques majeurs sur les conditions de travail des agents, sur la qualité des services rendus à la population, sur l'emploi public et sur le respect même de la concertation sociale.

À ce stade, rien ne garantit que ces restructurations seront menées dans le respect des travailleurs et travailleuses concernés ni dans le respect des temps nécessaires à une véritable concertation syndicale.

Des coupes budgétaires qui fragilisent les politiques d'emploi

Les premières annonces budgétaires concernant les politiques d'emploi et de formation sont particulièrement alarmantes.

D'importantes économies ont déjà été annoncées dans les budgets d'Actiris, de hub.brussels, de visit.brussels ou encore d'Innoviris, souvent sans concertation préalable, sans véritable analyse d'impact et sans vision globale des conséquences sociales et économiques.

À peine installé, le Ministre bruxellois de l'Emploi, Laurent Hublet, annonçait déjà près de 40 millions d'euros de coupes budgétaires dans les politiques d'emploi gérées par Actiris.

Ces économies visaient initialement principalement les subsides destinés aux Agents contractuels subventionnés (ACS) ainsi qu'aux partenaires d'Actiris engagés dans l'accompagnement et la remise à l'emploi des demandeurs d'emploi. Ces mesures menaçaient directement de très nombreux emplois pourtant essentiels dans le secteur non-marchand et associatif, ainsi que la continuité de nombreuses missions d'accompagnement social et professionnel.

Grâce à la mobilisation syndicale et aux interventions de la FGTB Bruxelles, cette première offensive a toutefois pu être partiellement freinée. Les économies supplémentaires prévues sur les emplois ACS et les programmes de partenariat ont finalement été abandonnées pour 2026.

Mais ce recul reste largement provisoire.

En contrepartie, de nouvelles économies sont désormais envisagées à travers la volonté du Gouvernement de transférer une partie du personnel d'Actiris dans le projet de rationalisation des services publics régionaux dès janvier 2027.

Et cela, une nouvelle fois, sans véritable concertation avec les organisations syndicales, la direction ou le Comité de gestion d'Actiris, alors même que la Déclaration de politique régionale semblait initialement exclure Actiris de cette réorganisation.

Cette logique d'austérité intervient au moment le plus critique pour Bruxelles.

Au moment où les exclusions du chômage vont produire leurs effets les plus violents, où les CPAS sont déjà sous pression, où la crise du logement continue de frapper durement des dizaines de milliers de ménages et où le secteur associatif et le non-marchand sortent déjà fragilisés de deux années d'affaires courantes.

Et au moment où les opérateurs publics de l'emploi et de la formation devraient être renforcés plutôt qu'affaiblis.

On ne peut pas prétendre exiger davantage des demandeurs d'emploi tout en affaiblissant progressivement les outils publics permettant réellement de les accompagner.

Des priorités politiques qui ne répondent pas à l'urgence sociale

Globalement, l'analyse de la DPR montre que les mesures favorables au monde économique, aux entreprises et aux promoteurs immobiliers apparaissent souvent beaucoup plus précises, détaillées et ambitieuses que celles consacrées aux besoins sociaux.

Les priorités gouvernementales sont particulièrement visibles en matière de simplification des permis, de soutien aux investisseurs, de sécurité, de propreté ou encore de développement économique.

À l'inverse, les réponses apportées sur le logement, l'emploi, le social-santé, la cohésion sociale, les allocations familiales, le handicap, l'égalité entre les femmes et les hommes ou encore la concertation sociale restent largement insuffisantes, floues ou marginales.

En matière de logement notamment, aucune réforme structurelle ambitieuse n'est engagée. Il n'existe ni encadrement sérieux des loyers, ni réforme fiscale ambitieuse sur l'immobilier, ni objectifs suffisamment ambitieux en matière de logement social. Le Gouvernement continue au contraire à faire largement confiance aux mécanismes du marché privé.

Sur la mobilité, si le gel du prolongement lourd du métro 3 constitue une décision positive, le report d'investissements dans le matériel roulant risque d'affecter durablement la qualité du service rendu par la STIB.

Enfin, les enjeux climatiques, environnementaux et de transition économique apparaissent fortement relégués au second plan dans les orientations du nouveau Gouvernement bruxellois.

Un contexte international particulièrement inquiétant

La FGTB Bruxelles tient également à exprimer sa profonde inquiétude face à la dégradation de la situation internationale.

La multiplication des conflits armés, les violations répétées du droit international, les atteintes aux droits humains fondamentaux et la montée des logiques nationalistes et militaristes constituent des menaces majeures pour la paix, la démocratie et les solidarités entre les peuples.

Qu'il s'agisse du génocide à Gaza, de la situation dramatique en Palestine et au Liban, de la guerre en Ukraine, du conflit en Iran, des crises et conflits qui frappent plusieurs régions d'Afrique, des tensions internationales croissantes ou encore des atteintes persistantes aux droits démocratiques et sociaux dans de nombreuses régions du monde, la FGTB Bruxelles réaffirme son attachement au respect du droit international, à la paix, à la solidarité internationale et au règlement politique des conflits.

Elle rappelle également que ce sont avant tout les populations civiles, les travailleurs et travailleuses, les femmes et les enfants qui paient le prix humain de ces conflits, pendant que les logiques de puissance, de militarisation et de réarmement progressent partout dans le monde.

Dans ce contexte, la FGTB Bruxelles s'inquiète également des logiques de réarmement massif et de l'augmentation considérable des dépenses militaires en Belgique, alors même que le gouvernement Arizona explique ne plus avoir les moyens de financer correctement les services publics, la sécurité sociale ou les politiques sociales.



STATUTAIR CONGRES STATUTAIRE



■ Engagements de la FGTB Bruxelles pour l'année à venir

Réunie en Congrès le 27 mai 2026, la FGTB Bruxelles dénonce avec force les politiques antisociales menées par le Gouvernement fédéral Arizona ainsi que les logiques d'austérité qui menacent aujourd'hui Bruxelles et ses habitants.

Elle condamne les attaques contre le pouvoir d'achat, la sécurité sociale, les pensions, les services publics, les droits des demandeurs d'emploi, les conditions de travail et les mécanismes de solidarité collective.

La FGTB Bruxelles considère que les politiques actuellement menées constituent une véritable entreprise de destruction progressive de notre modèle social et une offensive sans précédent contre le monde du travail.

La résistance face aux politiques antisociales de l'Arizona

Consciente que les attaques contre les travailleurs et travailleuses sont aujourd'hui loin d'être terminées, mais également forte d'une mobilisation sociale qui ne cesse de grandir, la FGTB Bruxelles, avec ses Centrales professionnelles, poursuivra et amplifiera la lutte contre la casse sociale menée par le Gouvernement Arizona.

- Elle continuera à s'inscrire pleinement dans le plan d'action défini par la FGTB fédérale, en lien avec les forces syndicales, associatives et citoyennes qui refusent les politiques de régression sociale.
- Elle poursuivra et renforcera ses actions de sensibilisation, d'information et de mobilisation contre les mesures déjà décidées ou encore annoncées par le Gouvernement fédéral, notamment les attaques contre l'indexation des salaires, les pensions, les services publics, les demandeurs d'emploi, les malades et les conditions de travail.

Dans ce cadre, la FGTB Bruxelles continuera à se mobiliser :

- pour obtenir une réforme de la Loi de 96 qui mette fin au blocage salarial et permette à nouveau de négocier de vraies évolutions salariales
- pour préserver notre mécanisme d'indexation automatique des salaires et des allocations sociales
- pour la sauvegarde et le renforcement des services publics et du secteur non-marchand
- pour une sécurité sociale fédérale forte et correctement financée, de bonnes pensions et une véritable assurance chômage, sans limitation de durée

- pour de bonnes conditions de travail et un travail adapté au travailleur
- pour une fiscalité juste, où les revenus sont globalisés et où les plus riches contribuent davantage, afin de pouvoir réduire l'impôt payé par la masse laborieuse.

La vigilance face aux politiques encore floues du gouvernement bruxellois

La FGTB Bruxelles sera également particulièrement vigilante face aux choix et orientations politiques qui seront posés par le nouveau Gouvernement bruxellois dans les mois à venir.

Elle continuera à défendre son projet de société à la fois dans les instances de concertation bruxelloises, auprès des responsables politiques et, lorsque cela sera nécessaire, à travers des actions de mobilisation et de revendication.

la FGTB Bruxelles sera particulièrement attentive :

- aux choix budgétaires opérés pour rétablir les finances publiques régionales
- au respect de la concertation sociale
- à la défense des droits des travailleurs et travailleuses ainsi que des allocataires sociaux
- à des politiques de soutien et de développement économique qui garantissent et développent la diversité sectorielle du tissu économique bruxellois
- à la protection des services publics régionaux et de leurs agents
- au maintien d'un secteur non-marchand fort et correctement financé.

La FGTB Bruxelles s'opposera fermement à toute politique d'austérité faisant payer aux travailleuses et travailleurs, aux services publics, au secteur associatif ou aux ménages bruxellois le coût des difficultés budgétaires de la Région.

Elle défendra au contraire des alternatives fondées sur davantage de justice sociale et fiscale, notamment à travers de nouvelles recettes budgétaires faisant davantage contribuer les multipropriétaires, les grandes fortunes, les héritages importants, les revenus du capital et les niches fiscales injustifiées, ainsi qu'à travers la mise en place d'une fiscalité autoroutière juste et socialement équilibrée.

Elle continuera également à défendre Bruxelles, ses habitants, ses travailleurs et travailleuses contre toutes les logiques de mise en concurrence, de précarisation et de fragmentation sociale.

Au regard du retard accumulé dans la formation du Gouvernement, de la situation sociale et budgétaire préoccupante de la Région ainsi que de l'impact majeur des réformes fédérales, notamment de la réforme du chômage, la FGTB Bruxelles considère que Bruxelles ne peut plus attendre.

Elle demande dès lors la tenue rapide d'un Sommet social réunissant le Gouvernement bruxellois et les interlocuteurs sociaux afin de négocier un nouvel accord socio-économique tripartite définissant les priorités sociales et économiques pour le reste de la législature.

Pour la FGTB Bruxelles, les priorités partagées devront à minima porter sur :

- Un renforcement conséquent des politiques de gendermainstreaming et de gender budgeting
- Une plus grande responsabilisation des employeurs dans la résolution de la crise de l'emploi, notamment via une réforme des aides à l'emploi et de soutien aux entreprises qui soient conditionnées à des critères stricts (de création d'emplois locaux de qualité, d'investissements productifs et de performance énergétique, de maintien et de développement de l'activité économique), via la lutte contre le dumping social, le renforcement des services d'inspection...
- Les réponses à apporter d'urgence et à moyen terme en matière d'emploi, de formation, d'aides

sociales pour faire notamment face aux conséquences des exclusions chômage

- Une véritable lutte contre les discriminations à l'emploi
- La mise en place de politiques de redéploiement économique qui contractualisent les aides aux entreprises, placent le développement et la protection de l'industrie au cœur de ces priorités, s'appuient sur les secteurs porteurs d'emploi et répondant aux besoins de Bruxelles, mobilisent l'expertise des interlocuteurs sociaux sectoriels via les accords-cadres sectoriels, mettent en place des cellules de reconversion pour les travailleurs victimes des restructurations économiques et industrielles...
- Des mesures en matière de logement qui renforcent l'accessibilité au logement pour tous (encadrement des loyers, réforme de la fiscalité immobilière...)
- Une mise en œuvre concertée du Plan social santé intégré bruxellois (avec une prise en compte des mesures fédérales telles que la réforme du paysage hospitalier, l'amélioration des conditions de travail dans les secteurs social-santé...)